

Neutral Nations Supervisory Commission  
for Korea

Panmunjom, le 23 juin 1979

| SWISS DELEGATION                 |     |  |  |  |     |
|----------------------------------|-----|--|--|--|-----|
| ca                               | SH  |  |  |  | c/a |
| Dir                              | B.7 |  |  |  |     |
| Vice                             |     |  |  |  |     |
| <b>2. Juli 1979</b>              |     |  |  |  |     |
| Ref. p. B. 73. Corée. O. 1. (32) |     |  |  |  |     |

Division politique II  
Département fédéral des affaires étrangères

3003 B e r n e .

Visite du Président Carter en République de Corée

Monsieur l'Ambassadeur,

Mettant à profit sa participation au Sommet économique de Tokyo, le Président Jimmy Carter effectuera une brève visite officielle en Corée du vendredi 29 juin (arrivée vers 2100 h.) au dimanche 1er juillet (départ en direction d'Honolulu et de Washington en fin d'après-midi).

La durée de ce séjour est suffisante pour mettre en état d'alerte les troupes stationnées au sud du 38e parallèle mais - et c'est regrettable - les quelque 45 heures que le Chef de l'Exécutif américain passera sur le sol coréen ne lui permettront sans doute pas de se rendre compte des résultats spectaculaires offerts par le développement du pays au cours de la dernière décennie.

A son arrivée, M. Carter se rendra directement au QG de la 2e division US où il passera la nuit, avant de se rendre à proximité de la zone démilitarisée (à l'est de Panmunjom) pour y inspecter les troupes dans leurs positions de combat: cet aspect du programme présidentiel donne le ton à la visite. On se souvient qu'au cours de la campagne électorale, le candidat Carter avait pris l'engagement de retirer progressivement les troupes américaines engagées sous le drapeau des Nations-unies en Corée. Depuis lors, de nombreuses voix se sont fait entendre à l'effet d'obtenir une révision de cet engagement, qui apparaît aujourd'hui avoir été quelque peu prématuré, notamment au vu d'une réévaluation des forces armées de la République démocratique de Corée, à laquelle le Pentagone s'est livré récemment.

Les interlocuteurs de Carter - et tout particulièrement le Président Park Chung Hee - se feront les avocats d'une révision des intentions présidentielles: il est vraisemblable que la décision sera annoncée officiellement après son retour à Washington seulement, ce qui lui permettra de sauver la face tant à l'égard du Congrès que de l'opinion publique: il pourra alors invoquer sa vision personnelle de la situation. Malgré les progrès extraordinaires réalisés, la République de Corée est encore trop faible - faute d'un nombre suffisant d'avions, de tanks et de bâtiments de guerre, sans parler des engins et vecteurs indispensables à la conduite d'une guerre moderne - pour faire face à une éventuelle attaque-éclair du Nord. Le fait que ces éléments clés

soient - et restent - entre les mains du commandement américain devrait être considéré comme un élément stabilisateur important qui exclut toute aventure militaire susceptible de tenter des généraux sud-coréens inspirés par leur foi anti-communiste, avides de revanche et de gloire !

Malgré l'alliance étroite scellée entre Washington et Séoul par une présence américaine ininterrompue depuis près de trente ans, les relations entre les deux capitales ne sont pas exemptes de tensions tant il est vrai que le gouvernement ROK entretient une méfiance profondément enracinée à l'égard de toute tentative de négociation directe avec la DRK de Kim Il Sung, c'est-à-dire sans une participation sud-coréenne. Une nouvelle confirmation de cette attitude - d'ailleurs justifiée et raisonnable à mes yeux - a été donnée lors de la récente visite que le Secrétaire général Kurt Waldheim a faite successivement à Pyongyang et à Séoul. Le Président Carter se voudra sans doute rassurant à ce propos.

Le voyage présidentiel coïncidera avec la controverse née d'une déclaration de Kim Young-Sam, nouveau président du New Democratic Party (opposition) qui, dans une conférence tenue le 11 juin devant les membres du "Seoul Correspondents Club", a notamment affirmé :

"... I am ready to go immediately anywhere at any time, whether it be within Korea or abroad, to work for the peaceful and democratic unification of our land ..." (1)

Pyongyang - toujours à l'affût de ce qui pourrait diviser le Sud et affaiblir le parti au pouvoir - n'a pas tardé à réagir (18 juin) par la voix de Kim Il, membre du comité politique et secrétaire du comité central du parti ouvrier de Corée, qui a salué les propos tenus par le chef de l'opposition

"... considering them as an affirmative proposal conforming to the invariable stand of our party for realising a wide-range negotiation and contacts between the political parties and organisations of the north and south ..."

Il en est résulté un débat public qui démontre à nouveau la méfiance du parti au pouvoir vis-à-vis de toute tentative de dialogue non conforme à ses vues, à ses sacrifices aussi à la cause de l'anti-communisme dans la ROK.

Il est intéressant de relever, en matière de conclusion provisoire, que, jusqu'ici, Pyongyang ne s'est pas livrée à des diatribes passionnées au sujet de la visite du Président Carter; seule la voix du "Unification Revolutionary Party" - émetteur "clandestin" prétendument installé au sud (il doit en fait se trouver à proximité de la

---

1.) Dans sa conférence de presse à l'occasion de la nouvelle année, le Président Park Chung Hee avait déclaré, le 19 janvier 1979, : "... I urge that the authorities of south and north Korea meet each other and have a dialogue at any time, at any place and at any level without any pre-conditions to discuss directly and open-heartedly the issues of how to forestall another fratricidal war on the Korean peninsula, to achieve a prosperity for the 50 million people and to realize unification in a peaceful way, that are, the problems in all areas that have been raised by south and north Korea so far ..."

- 3 -

ligne de démarcation) - a critiqué cette visite. Tenant compte des appels du pied lancés depuis quelque temps à Washington, en vue de développer et de multiplier les échanges de tous genres, il y a de fortes chances que la DRK renonce à provoquer des incidents sanglants, comme ce fut le cas par le passé, mais la vigilance et la tenue de combat resteront de rigueur jusqu'au soir du 1er juillet prochain.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma considération distinguée.

Délégation suisse NNSC

Le chef :



Pierre Barbey

Copie va, pour information,

- Secrétariat politique, DFAE, 3003 Berne
- Ambassade de Suisse, Tokyo
- Ambassade de Suisse, Séoul
- Ambassade de Suisse, Pékin
- Ambassade de Suisse, Washington
- Office fédéral de l'adjudance, 3000 Berne 25